

Rapport atelier de Lancement de la Plateforme de Dialogue Sectoriel

Dialogue autour de 4 études sur l'agro-pastoralisme en Mauritanie

Journées des 27 et 28 juin 2018



Assistance Technique



I - Introduction et contexte

Le RIMRAP (Renforcement Institutionnel en Mauritanie vers la Résilience Agricole et Pastorale) est un programme d'appui institutionnel au secteur rural en Mauritanie, financé par l'UE. Au-delà de sa dimension institutionnelle, son rôle est aussi, à travers la réalisation de ses objectifs, de pouvoir établir des situations de référence et de poser des bases utiles aux programmes de développement rural à venir – notamment ceux de l'UE –, plus particulièrement pour ce qui concerne l'agriculture pluviale et l'élevage pastoral. Il intervient sur le terrain dans les wilayas de l'Assaba, du Guidimakha, du Hodh El Chargui et du Hodh El Gharbi.

Sur la base de la production d'une « masse critique d'informations », il devenait important de trouver les moyens d'alimenter de manière suffisante une plate-forme naissante qui a besoin d'établir un état de lieux de situations à la fois territoriales (diagnostics régionaux), thématiques (recherche, formation, systèmes pastoraux), et socio-économiques (initiatives de résilience) qui permettent de poser des bases solides en vue de consolider la définition des stratégies et des actions à venir.

Ce contexte a justifié la tenue de deux journées de dialogue qui ont ainsi permis d'illustrer des situations spécifiques à la Mauritanie, à travers notamment :

- le thème central de vulnérabilité/résilience de l'élevage pastoral qui modèle fortement le paysage mauritanien ;
- l'analyse des enjeux de résilience de l'agriculture pluviale et du pastoralisme issus des diagnostics réalisés par les consortia dans les quatre wilayas ;
- l'identification de besoins divers (en particulier en recherche et formations) ; et,
- la mise en valeur d'initiatives locales réussies fournissant des pistes d'élargissement ou de mises à l'échelle.

Tous ces éléments concourent à rappeler qu'il existe à travers – et non malgré - la diversité mauritanienne des éléments que chacun peut apporter pour alimenter et renforcer une âme commune dans ce pays.

Ces spécificités ont ainsi été déclinées à travers les quatre études suivantes :

- La synthèse des diagnostics régionaux réalisés par les consortiums d'ONG du RIMRAP
- La production de fiches capitalisant des initiatives de résilience d'individus ou de groupes
- Le diagnostic de l'offre et des besoins en matière de formation et de recherche appliquée
- L'analyse des déterminants de la vulnérabilité des systèmes pastoraux et leur implication sur les ménages pastoraux et le travail des enfants dans l'Assaba, le Guidimakha, le Hodh El Chargui et le Hodh El Gharbi

Ces journées ont été préparées, animées et synthétisées par un expert international le Dr Cheikh Oumar BA de l'IPAR (Initiative Prospective agricole et rurale). Elles ont eu comme cadre le siège de l'Union européenne et a accueilli une soixantaine de participants représentant l'Etat (Ministères,

Centres de formation et de recherche...), les OP, le secteur privé, les projets et programmes de développement, les partenaires techniques et financiers (BM, FAO, FIDA...).

Le présent rapport passe en revue le déroulement des deux journées, présente et analyse les résultats des travaux et procède à une esquisse des éléments de la feuille de route devant prévaloir à l'opérationnalisation de la plateforme.

II - Déroulement des journées



M. Hans Christian Beaumont

Lors de l'allocution de bienvenue de M. Hans Christian Beaumont, chef de la Coopération de l'Union Européenne en Mauritanie, il a été rappelé l'importance qu'accorde son institution au secteur agro-pastoral qui constitue le premier volet du premier secteur de concentration « SANAD » du 11ème FED. Il s'est félicité d'accueillir au sein de l'UE cette rencontre permettant de jeter les bases d'une plateforme de dialogue sectoriel dont la durabilité, allant au-delà du RIMRAP, reposera sur le partenariat actif initié avec l'institution sous-régionale IPAR.

A la suite de l'introduction de l'UE, le modérateur a rappelé les objectifs des deux journées qui sont de :

- Présenter les contours de la plateforme de dialogue multi-acteurs ;
- Partager des éléments issus des études pour fonder une concertation informée et permettre aux acteurs de disposer d'éléments objectifs pour l'aide à la décision, à la conception et à la mise en œuvre des politiques publiques sectorielles ;
- Echanger sur la nécessité de mettre en place un centre de ressources pour renforcer la concertation et alimenter une interface virtuelle afin de faciliter l'accès à l'information pour toutes les catégories d'acteurs (Etat, secteur privé, citoyens et leurs organisations, chercheurs, partenaires techniques et financiers...);
- Animer une réflexion collective sur qui fait quoi, comment, fixer un chronogramme pour travailler ensemble.

Le Chef de Mission du RIMRAP, le Dr Abder Benderdouche, a précisé que ces travaux devraient également renforcer les liens entre services centraux et services déconcentrés en vue de faciliter la concertation, à travers la création d'une plateforme de dialogue entre les différents acteurs, basée sur une gouvernance améliorée, pour aboutir à un



Dr Abder Benderdouche

plaidoyer et contribuer ainsi à l'amélioration des politiques publiques, gage de renforcement des conditions de vie des populations.

Le déroulement de l'atelier a suivi trois principales séquences : présentation des résultats des quatre études, échanges sur la plateforme et débat sur la suite à donner à l'atelier sous forme de feuille de route de la plateforme.

2.1 - Journée 1 : Plate-forme, diagnostics et fiches de résilience

2.1.1 - Première partie : Plate-forme et Synthèse des diagnostics.

a - Présentation de la plate-forme & outils de communication

Le RIMRAP met progressivement et de manière concertée en place un dispositif de dialogue sectoriel en Mauritanie qui permet d'aborder des sujets spécifiques au monde rural. Le dispositif proposé est ouvert, avec une souplesse suffisante pour impliquer les acteurs sectoriels à travers des panels de participants réguliers et/ou occasionnels et débattre en toute transparence à l'instar du travail de « Think Tank » déjà mis en œuvre dans la sous-région par l'IPAR (Niger, Sénégal, Mali et Guinée Conakry...).

b - Synthèse des diagnostics régionaux

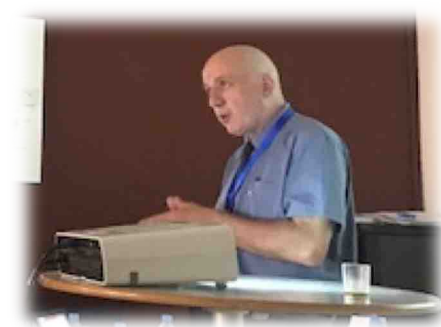


M. Bernard Bonnet

Cette synthèse a été réalisée par M. Bernard Bonnet de l'IRAM et fait suite aux travaux de diagnostic entrepris par les consortiums d'ONG dans chacune des quatre wilayas du programme. Leur objectif unitaire était non seulement de réaliser un état des lieux dans les domaines de l'agriculture pluviale, de l'élevage pastoral et de la gestion des ressources naturelles mais aussi d'identifier les potentialités de

développement de ces zones et de réfléchir aux axes d'interventions possibles pour la suite des appuis de la SANAD (RIMDIR, RIMFIL). La synthèse a mis en évidence la diversité des exercices accomplis et tenté d'identifier les éléments communs en donnant une vision transversale de la situation et des perspectives les plus pertinentes.

c - Diagnostic de l'offre et des besoins en matière de Formation et de Recherche Appliquée



M. Pierre Soloviev

La présentation a été faite par M. Pierre Soloviev (Consultant international) et M. Sidi Mohamed Lemrabott (Consultant national) et a porté sur le diagnostic des besoins en recherche appliquée et en formation professionnelle. Dans le cadre du programme RIMRAP, la GIZ est chargée d'appuyer la recherche appliquée et la formation technique dans les domaines de

l'agriculture pluviale et du pastoralisme. Cet appui se réalise à travers la mise en place de programmes et d'actions dans les centres de recherches et de formation de l'Etat, en réponse aux besoins identifiés sur le terrain. La mise en œuvre de cet appui passe ainsi par un état des lieux et par l'identification des domaines & sujets les plus adaptés aux besoins et contraintes des acteurs et du programme. C'est l'objet du présent travail.

2.1.2 - Deuxième partie : Présentation des initiatives de résilience

Mme Rachel Touyer



Une quarantaine « d'initiatives de résilience » – une dizaine par région – ont été capitalisées et présentées par Mme Rachel Touyer (RhiZome) et Mme Sophie Nick (AT RIMRAP). Elles s'inscrivent dans le cadre des activités des consortiums d'ONG dans les 4 wilayas du RIMRAP (Assaba, Guidimakha et les 2 Hodhs). Elles constituent des activités originales initiées par des agriculteurs, des pasteurs ou des groupes de personnes afin de lutter contre des situations souvent difficiles et pouvoir générer des revenus durables. En outre, l'objectif est de pouvoir présenter des exemples de réussites reproductibles qui peuvent également susciter des pistes de recherches appliquées et adaptées au terrain.

2.2 - Journée 2 : Etude sur la vulnérabilité des Systèmes Pastoraux

2.2.1 - Première partie : Etude sur la vulnérabilité et la résilience des systèmes pastoraux

Moctar Mohamed Ould Mohamed Ahmed- Francesco Cecon – Saidou Ousman Ba - Henri Leturque et Bertrand Guibert



M. Bertrand Guibert



M. Francesco Cecon

Cette étude originale a pu associer 3 partenaires différents dont les intérêts ont convergé autour des systèmes pastoraux, domaine majeur en Mauritanie. Le RIMRAP, la Banque Mondiale et Save the Children ont collaboré à ce travail. En dépit de l'existence d'études variées sur ce sujet, une réactualisation des informations sur ces systèmes pastoraux était indispensable pour le RIMRAP, notamment avec une approche orientée sur la vulnérabilité des ménages et leur résilience (en impliquant la compétence de la Banque Mondiale et son appui aux Filets Sociaux) et du rôle des enfants dans ces systèmes (compétence de Save the Children).

2.2.2 - Deuxième partie : Perspectives d'animation de la plateforme

Ce temps a été consacré à l'animation du dialogue multi-acteurs. Les participants ont élaboré une feuille de route qui a permis d'identifier les activités à réaliser, les modalités de leur portage et les échéances pour un meilleur portage.



III - Résultats de l'atelier : Des diagnostics partagés et consensuels

La présentation des quatre études a permis de passer en revue les diagnostics réalisés, d'identifier les champs communs et de dégager des perspectives.

3.1 - Présentation 1 : Valorisation des diagnostics régionaux et mise en perspective des analyses et synthèse des besoins en recherche appliquée et formations pour la résilience des systèmes pastoraux et de l'agriculture pluviale, par Bernard Bonnet (IRAM)

3.1.1 - Résumé

Cette présentation a relevé les contraintes rencontrées par les diverses approches et méthodes développées ainsi que les impressions de cloisonnement qui en sont parfois ressorties. Elle a mis

l'accent sur les facteurs et les leviers de résilience identifiés et a conclu par les recommandations suivantes :

- Clore le processus de diagnostics et valider une synthèse finale harmonisée par wilaya
- Transférer au volet recherche-formation les compléments techniques utiles
- Approfondir les connaissances agricoles & pastorales des régions en collaboration avec l'AT, le RIMDIR, le RIMFIL...
- Planifier des actions au-delà de la durée de la mission RIMRAP, en relation avec les autres cadres d'intervention, à savoir : RIMDIR, RIMFIL, PRAPS, PARIIS, CorMCT, PRODEFI
- Identifier les thèmes et les perspectives régionales pour le dialogue sectoriel.

3.1.2 - Les différents échanges

Ils ont permis aux participants d'exprimer les éléments ci-après, réorganisés de manière structurée, en insistant sur la nécessité d'un démarrage effectif des actions et leur mise en synergie :

a. Un cloisonnement des acteurs & des actions encore trop important

- Cloisonnement des différents diagnostics réalisés par différents projets
- Cloisonnement entre acteurs évoqué
- Coordination régionale pas assez traitée
- S'inspirer des expériences réussies comme celle sur le foncier à Maghama
- Nécessité d'établir des passerelles entre les différentes plates-formes

b. Une synergie consécutivement assez faible

- Existence de plusieurs programmes parallèles en appui aux filières agro-pastorales
- L'hydraulique pastorale n'est pas suffisamment mise en valeur en raison du manque de synergie entre les différents départements ministériels, en dépit de l'existence d'une plateforme qui lui est dédiée (TENMIYA)
- Léthargie du groupe sectoriel « développement rural & sécurité alimentaire » qui constituait un espace de rencontre entre tous les acteurs (Etat, PTF, Société Civile)
- Fédérer tout le monde autour des stratégies à adopter et accentuer la concertation
- Intérêt d'un travail commun PRAPS/RIMRAP/PRODEFI sur l'analyse fine des systèmes de production et les systèmes de filières

c. Une capitalisation perfectible

- Nécessité de capitaliser les données de nouveau évoquée (« pas de mémoire »)
- Questionnement sur les principales politiques publiques (SCAP, RISAP, textes réglementaires, Code Pastoral, code forestier, code de l'eau) au vu des enjeux de résilience soulignés par les diagnostics et l'analyse de la vulnérabilité pastorale (beaucoup de documents stratégie restent « dans les tiroirs »)
- Le nombre de « sous-documents » et de cartes produits constituent malgré tout une base de travail importante et valorisable et la masse d'informations recueillies lors des enquêtes

semble bien plus importante que celles qui ont été restituées et mériteraient un approfondissement dans les mois à venir

- Nécessité de pérenniser la plate-forme et non le RIMRAP (voué à disparaître)

d. Renforcement de capacités nécessaire

- De l'administration déconcentrée (cabinets du Wali qui constituent des centres de décision...)
- De la société civile (de tous les acteurs...),
- Dans des domaines spécifiques (archivage, voirie & ressources humaines...)

e. Opérationnalisation des diagnostics

- Trier les informations pour en faire des plans d'actions prioritaires
- Mise en œuvre efficiente des conclusions des diagnostics
- Avoir un réel impact en matière de résilience

Les participants ont conclu à la nécessité de renforcer les synergies entre les acteurs à travers la mise en place d'un mécanisme permanent de dialogue multi-acteurs.

3.2 - Présentation 2 : Diagnostic des besoins en Recherche Appliquée & Formation,

par Pierre Soloviev (AFC)

3.2.1 - Résumé

Il s'agit d'un diagnostic réalisé dans les 4 wilayas d'intervention du RIMRAP, à savoir les deux Hodh, l'Assaba et le Guidimakha. Cette étude a traité des besoins en matière de recherche appliquée sur la résilience de l'agriculture pluviale et du pastoralisme. Elle a consulté l'ensemble des acteurs de la formation, de la recherche agricole et pastorale, ainsi que les différents intervenants de terrain dans les quatre wilayas pour évaluer l'état de l'offre et de la demande en matière de recherche et de formation sur ces thèmes clefs du RIMRAP.

Les principaux thèmes clefs retenus pour la formation et la recherche appliquée :

a. Dans le secteur de l'agriculture pluviale:

- Disposer des variétés adaptées au changement climatique (formation sur la production de semences locales, recherche sur l'agro-biodiversité locale)
- Endiguer le phénomène des dégâts des ennemis : méthode de lutte rudimentaire (formation)
- Contrôler l'invasion des cypéracées dans les terres de bas-fonds et de décrue (recherche appliquée)

b. Dans le secteur de l'élevage pastoral:

- Sécuriser la disponibilité de l'alimentation en période de soudure

- Juguler les pathologies animales
- Fabrication de l'aliment de bétail
- Autres thèmes techniques (typha, contrôle des chenilles urticantes, toxicité de certaines plantes)

c. En matière de stratégie de formation :

- Stratégie de mise à niveau
- Conception des modules de formation

Pour rappel (cf PPT correspondant), à l'issue de cet exercice une liste de thèmes de recherche ont été proposés pour être développés avec les équipes de chercheurs et d'enseignants chercheurs par la composante R&F du RIMRAP

Agriculture pluviale	Mise au point de variétés d'espèces vivrières (sorgho, mil...) adaptées au changement climatique
	Efficacité et amélioration des méthodes de lutte traditionnelle contre les ennemis des cultures
	Contrôle des Cypéracées en conditions non-irriguées
Elevage pastoral et agro-pastoral	Problème des chenilles urticantes
	Toxicité de certaines plantes fourragères
	Production d'aliment pour le bétail à partir de produits locaux pour la période de soudure
Exploitation des RN	Contribution des PFNL à la résilience des agro-pasteurs
	Potentiel économique des PFNL
	Viabilité financière des structures locales de gestion

Pour les thèmes de formation, les acteurs ont privilégié dix thèmes de formation au bénéfice des agriculteurs, des éleveurs, des acteurs locaux, des services techniques déconcentrés et des ONG. Ils sont en cours de développement par la composante R&F du RIMRAP.

Agriculture pluviale	Itinéraires techniques de sélection des semences vivrières
	Stockage des semences et gestion des banques semencières
	Protection des cultures vivrières
	Conservation des eaux et des sols - lutte antiérosive
Elevage pastoral et agro-pastoral	Gestion raisonnée des troupeaux
Exploitation des RN	La gestion des structures locales de gestion des ressources agro-sylvo-pastorales
	Transformation des Produits forestiers non ligneux
Transversalité	Régénération forestière et reboisement
	Prévention et gestion des conflits en lien avec la législation existante (codes)
	Aménagement de pare-feu et lutte contre feu

3.2.2 - Les échanges ont porté sur :

a. L'importance de valoriser les synergies entre :

- Les différents départements ministériels et l'ISET
- Les initiatives étatiques et les dispositifs de formation des ONG et projets en matière de formation professionnelle
- Les centres de recherche et formation et les universités
- Recherche-Formation-Vulgarisation

b. Le faible impact noté après formation

- Insuffisance des ressources humaines et financières pour la recherche et la formation
- Absence de débouchés pour les cadres formés ; exemple du CNRADA, où tous les cadres formés se sont reconvertis dans d'autres domaines faute de motivation
- Thème de la vulgarisation pas suffisamment traité
- Absence de mécanisation au niveau des cultures pluviales

c. Les aspects techniques non pris en compte

- Non prise en compte de la thématique relative à l'environnement
- Problème de la mécanisation au niveau de la culture pluviale
- Problème de formation dans le domaine de l'Aménagement
- Non intégration de la culture attelée, en vue d'augmenter la production à l'instar du Mali et du Sénégal

d. La nécessaire articulation avec les politiques publiques

- Besoin de prendre en compte les documents stratégiques comme celui du Ministère de l'agriculture sur le PNDA
- Vulgarisation du code pastoral
- Réintégration du suivi évaluation dans la mise en œuvre des politiques publiques....

Les participants ont dégagé un consensus sur les diagnostics des besoins en recherche appliquée et formation pour contribuer à améliorer la résilience des populations locales.

3.3 - Présentation 3 : Partage d'initiatives agro-pastorales, par Rachel Touyer (Rhizome)

3.3.1 - Résumé

Cette présentation qui a fait le point sur les initiatives portées à différentes échelles locales et régionales. Elle a rappelé la démarche suivie, les initiatives étudiées, leçons tirées de l'accompagnement et les pistes de recherche-formation.

La présentation a été précédée par la projection d'un des clips réalisés par le RIMRAP sur une initiative d'un groupe féminin située dans le Hodh Echargui qui a permis de mieux cerner la

problématique de la valorisation du travail de la composante féminine d'une part et d'autre part de déplorer le manque de conseil des Services Techniques au niveau local.

3.3.2 - Le débat qui a suivi cette présentation a porté sur les enjeux relatifs à :

a. La nécessité de protéger les productions locales face aux importations

- Problème de débouchés des productions locales (cas des mini laiteries, maraichage...)
- L'Etat doit réguler en fonction de l'offre locale
- Nécessité de comprendre les mécanismes préconisés par l'OMC en matière de concurrence

b. Au besoin de diversification des initiatives

- Nécessaire évaluation des coûts des différentes initiatives
- Encourager le développement du maraichage
- Comment évaluer le coût des initiatives quand on sait que souvent elles sont autofinancées par les femmes chefs de ménage, dans un souci d'autonomisation

c. Rôle de l'Etat

- Les initiatives devraient pouvoir profiter du rôle régalien et de protection de l'Etat
- L'Etat a lancé l'initiative de l'organisation socioprofessionnelle et la revalorisation du rôle des femmes en milieu rural, ou en sommes-nous ?
- Nécessité de rééquilibrage entre politiques publiques et ces initiatives de développement local en tenant compte des diversités et spécificités agro-écologiques et socio-économiques locales

La richesse de ces échanges a accentué aux yeux des participants la nécessité de mettre sur pied une plateforme multi acteurs et les voies et moyens de contribuer à une meilleure adaptation des politiques publiques aux réalités rurales.

3.4 - Présentation 4 : Analyse de la vulnérabilité des systèmes pastoraux et le travail des enfants,

par Bertrand Guibert (IRAM) complété par Francesco Cecon (Save the Children)

3.4.1 - Résumé

Cette présentation a permis de mettre l'accent sur les grands systèmes d'élevage, la caractérisation et les difficultés de résilience des ménages vulnérables. Elle s'est focalisée sur les systèmes transhumants pastoraux, post nomades : dominante camelin, dominante bovin ou petits ruminants selon les zones, cas particuliers des systèmes commerciaux et ceux dénommés « prestige-luxe ».

Du point de vue des risques-résilience-appui, la présentation a rappelé l'exclusion des grands transhumants. La volonté des éleveurs de scolariser leurs enfants se traduit par l'installation de plus en plus des ménages pastoraux au bord du goudron. La question est de savoir comment reproduire

les connaissances pour les nouvelles générations en envisageant des centres de formation dans les métiers de l'élevage. L'étude invite à un renforcement du plaidoyer pour une meilleure accessibilité des parcours au regard des conflits d'accès à l'eau et aux pâturages, des pertes de savoirs, ainsi qu'à une généralisation de l'aménagement raisonné en termes d'hydraulique pastorale et de la couverture téléphonique. L'accent devrait être également mis dans l'amélioration des conditions d'accès aux services de base des pasteurs : scolarisation des enfants, formation professionnelle à l'endroit des jeunes et développement des liens entre le travail des enfants et protection sociale.

3.4.2 - Les échanges ont mis l'accent sur :

a. Les pistes de recherche

- Préserver et renforcer les mécanismes de solidarité entre éleveurs
- Prendre en compte les risques pesant sur les ménages et mécanismes de gestion des risques
- Envisager un système de filtrage qui tiendrait compte des spécificités de chaque zone (registre social, dimension territoriale)
- Créer les conditions d'un meilleur ciblage des plus pauvres pour les soutenir (registre social et filets sociaux, dimension ménages)

b. Gestion des conflits

- Sécuriser les axes de transhumance, les baliser
- Sécuriser l'accès à l'alimentation par la culture dans les zones où cela est possible.
- Intensification de l'élevage
- Recourir à l'intercommunalité, en valorisant l'existant à travers les mesures de concertation transfrontalière qui font l'objet d'un décret préfectoral (ex. Karakoro)

c. L'offre infrastructurelle

- Question de la pérennité des infrastructures, instauration et généralisation des approches d'ingénierie sociale dans les projets
- Education des populations pastorales : création des centres de formation adaptés en s'inspirant de l'expérience sous-régionale de la coopération suisse en matière de l'éducation des pasteurs (PREEP)
- Réorganisation concertée des parcours pour plus de mobilité

Les participants ont salué la présentation à double voix qui a prouvé la possibilité que plusieurs institutions (BM, RIMRAP/UE, Save the Children...) peuvent réaliser et présenter des études/réflexions/analyses dans une convergence saluée par tous les participants.

A la lumière de la présentation des 4 études et des débats qui en ont suivi, un consensus s'est dégagé sur la nécessité de disposer d'un état des lieux exhaustifs sur les thèmes étudiés et de formuler des perspectives pour alimenter le dialogue sectoriel.



3.5 - Echanges libres sur la mise en place d'une plateforme de dialogue sectoriel

3.5.1 – Eléments de justification d'un espace de dialogue multi-acteurs

La plateforme se propose comme espace de dialogue pouvant contribuer à la promotion de la synergie et la coordination entre les acteurs autour des enjeux communs du monde rural et – dans un premier temps – plus spécifiquement agro-pastoral. Devant le constat de la fonctionnalité insuffisante et de la spécificité des groupes sectoriels actuels, la plateforme se veut un outil complémentaire pour animer le dialogue des acteurs intervenant sur le secteur agro-pastoral en Mauritanie.

Elle vise à produire dans la concertation des idées novatrices et consensuelles qui contribueront à mieux définir et accompagner les stratégies nationales et, à terme, d'améliorer l'impact des interventions. Elle devrait se situer toutefois entre le besoin de mettre en place un dispositif de veille et assurer l'indépendance de la dynamique tout en s'assurant de la permanence de la concertation entre les acteurs socio-économiques, technique et financiers et les décideurs politiques.

3.5.2 - Un cadre de dialogue multi-acteurs ouvert à tous les partenaires sous forme de plateforme de dialogue sectoriel pourquoi et pour qui ?

a – Cadrage & objectifs

L'objectif de la plateforme est de *faciliter la concertation et le renforcement des capacités des acteurs* institutionnels techniques et de la société civile à *formuler des propositions consensuelles et*

concrètes permettant *d'améliorer les politiques publiques* de soutien au *pastoralisme et à l'agriculture pluviale*. Elle doit permettre aux acteurs nationaux, locaux et régionaux, socio-professionnels, privés et publics de s'impliquer dans les débats des grands défis du secteur et de proposer au gouvernement Mauritanien et à ses partenaires, notamment au groupe des bailleurs de fonds, des orientations stratégiques et des actions visant à sécuriser le pastoralisme et l'agriculture dans une approche profitable aux populations rurales vulnérables.



Dr. Moctar Fall et M. Cheikh Beddy

b - Composition et implication des parties prenantes du dialogue.

La plateforme se veut résolument inclusive et doit rassembler pour cela les administrations centrales et déconcentrées des ministères du « développement rural au sens large (agriculture, élevage, environnement, hydraulique) », les représentants des organisations professionnelles à tous les niveaux, le secteur privé, la société civile, les projets intervenant dans le domaine, en particulier l'agriculture pluviale et le pastoralisme (comme les PRAPS, PARIIS, PRODEFI, PASK II...), des partenaires techniques et financiers etc...

Son opérationnalisation passe par l'élargissement de la dynamique partenariale à l'ensemble des parties prenantes impliquées dans la mise en œuvre de ce processus. Il ressort des résultats de l'atelier que le principal enjeu est de décloisonner les institutions et mobiliser les personnes ressources compétentes, pour rapprocher les institutions étatiques et les OP, ainsi que les ONG dans des analyses prospectives sur des thèmes centraux pour la résilience agricole et pastorale.

Il s'agit de favoriser un processus de dialogue inclusif mobilisateur des différentes sensibilités sur les questions centrales du développement rural en dépassant le cadre du plaidoyer et aboutir à une amélioration concrète des perceptions des différents acteurs et à des propositions d'amélioration suffisamment reconnues pour être prises en compte au niveau du cadre national, stratégique, juridique, budgétaire, institutionnel...

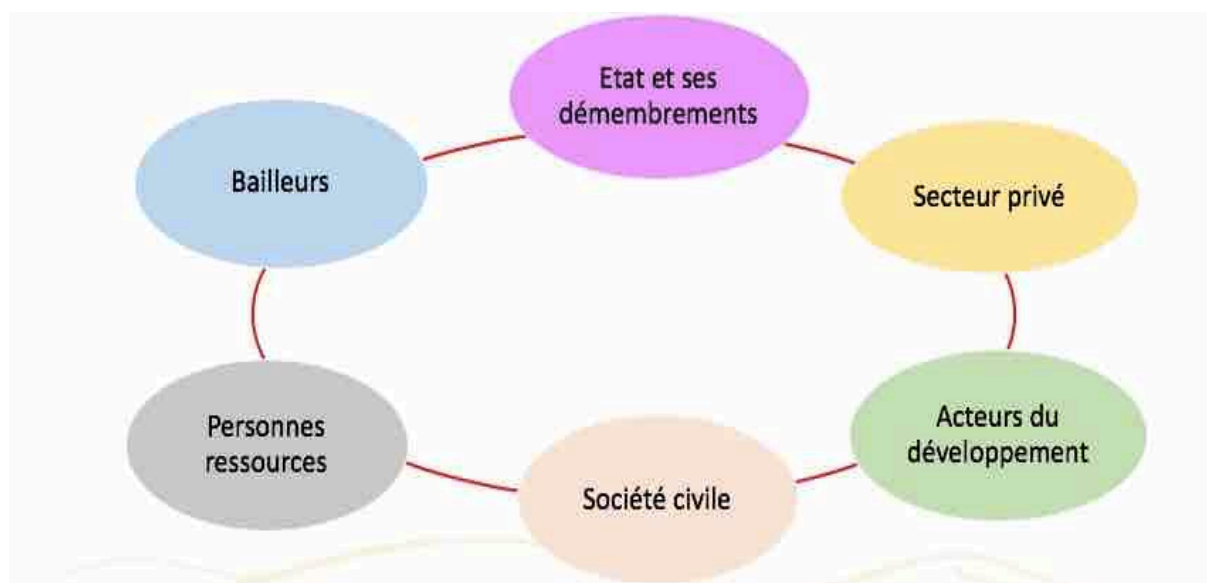
La plateforme *doit permettre aux acteurs nationaux, locaux et régionaux, socio-professionnels, privés et publics de s'impliquer dans les débats des grands défis du secteur et de proposer au gouvernement Mauritanien et à ses partenaires, notamment au groupe des bailleurs de fonds, des orientations stratégiques et des actions visant à sécuriser le pastoralisme et l'agriculture dans une approche profitable aux populations rurales vulnérables.*

Il importe de noter que la plateforme ne vient pas ajouter un nouveau « groupe » à un paysage déjà souvent chargé et peu fonctionnel (cf le Groupe Sectoriel Développement Rural & Sécurité Alimentaire). Au contraire, elle devrait garder une grande souplesse de fonctionnement et viendra alimenter les autres groupes, comme le GSDRSA, le sous groupe GRN, afin d'enrichir les ordres du jour et alimenter les contenus des échanges de réunions plus formelles.

c – Structuration & acteurs de la plateforme

La structuration institutionnelle de la plateforme devra lui assurer une autonomie vis-à-vis de toutes les parties prenantes. Elle est ouverte à tous les acteurs. La mobilisation dans un premier temps dans le cadre du RIMRAP, d'une expertise ponctuelle sur les thèmes centraux qui seront retenus devra pouvoir être requise, utilisée et suivie par des groupes de référents sectoriels afin d'obtenir des propositions renforcées, légitimées et véritablement portées par les différentes parties.

Au demeurant, l'ouverture du dialogue recherché permettra l'élargissement des thèmes traités dans ce cadre, à la demande des acteurs membres, notamment des organisations socio-professionnelles (amélioration des statuts des structures professionnelles, financement des services d'appui conseil à la résilience, réglementation de l'accès au crédit...).



d - Le consensus pour la création d'une plateforme de dialogue multi-acteurs

Les participants ont unanimement reconnu l'importance de disposer d'un espace de dialogue et de concertation ouvert, inclusif et promoteur de propositions d'amélioration des politiques publiques. La plateforme devrait jouer un rôle d'espace

Un panel de thématiques importantes

Un brainstorming a permis d'apprécier la diversité des initiatives existantes et des thématiques pertinentes qu'une plateforme pourrait prendre en charge. Plusieurs centres d'intérêt commun ont été identifiés et ont trait à :

- Synergie /Concertation
- Gestion des ressources naturelles (GRN) et foncière
- Accès au marché et valorisation des produits locaux, en lien avec les Infrastructures
- Participation communautaire/Genre/communication pour le développement
- Résilience agro-sylvo-pastorale et halieutique
- Recherche appliquée, formation professionnelle et appui au conseil agricole et rural, innovation et équipement agricole
- Financement agricole
- Sécurité alimentaire et type d'agriculture
- Emploi des jeunes / Education des enfants
- Gestion et prévention des conflits autour des ressources partagées
- Hydraulique agricole et pastorale
- Intercommunalité et gestion de la concertation transfrontalière

Des priorités retenues

Sur la base de cet échange, une hiérarchisation a permis de retenir cinq (5) axes prioritaires d'intervention pour engager le dialogue multi-acteurs que les participants ont appelé de tout leur vœu. Il s'agit de dans les grandes lignes de :

- GRN/Foncier/Hydraulique pastorale et agricole
- Synergie /Concertation/Communication pour le développement
- Résilience agro-sylvo-pastorale et halieutique
- Recherche appliquée, formation professionnelle et appui au conseil agricole et rural, innovation et équipement agricole
- Financement agricole

A noter que ces choix seront clairement respectés mais ils ne sont pas exclusifs de thèmes qui s'imposeraient de manière conjoncturelle ou deviendraient impératifs au gré des diverses évolutions du paysage agro-pastoral en Mauritanie.

L'échelle de dialogue devrait intégrer aussi bien les niveaux local (collectivités locales), régional (Wali, CRD) que national.

Ebauche de fonctionnement & modalités de démarrage

Les modalités de fonctionnement de la plateforme intègrent l'articulation entre l'organisation de dialogue sectoriel et l'animation d'un site de ressources. Ce cadre passe par l'animation d'un forum de discussion autour du triptyque information-sensibilisation-communication.

Les participants ont convenu de démarrer par une période de transition durant laquelle l'animation est confiée au RIMRAP, tout en gardant l'ouverture et la neutralité nécessaires à l'implication de toutes les parties prenantes. Dans ce cadre le processus suivant est déjà proposé :

- Mise en place d'un secrétariat provisoire sur lequel le RIMRAP peut s'appuyer pour lancer l'animation. Partant d'un « noyau dur » constitué autour de l'AT RIMRAP et de la structure d'accompagnement, il pourra s'élargir à des structures ou des personnes particulièrement motivées et impliquées, quelle que soit leur origine (Ministères, privés, société civile...)
- Cinq groupes de référents/groupes de travail vont être mis en place à partir de septembre 2018 pour contribuer à l'approfondissement des axes de travail retenus.
- Chaque groupe sera constitué, au maximum, d'une vingtaine de membres pré-identifiés et contactés pour assurer leur intérêt et leur implication et couvrira une thématique.
- La facilitation, le rapportage et l'animation globale du processus pourrait être confiés à une structure reconnue dans ce domaine qui en assurera la pérennité et bénéficiera de l'appui global du RIMRAP et de tout autre programme ou projets intéressés.
- Les activités de ces groupes intégreront la production de connaissance sous forme de cartographie des acteurs et des initiatives et le renforcement des capacités et l'animation du dialogue sectoriel.
- Le programme RIMRAP proposera à la mi-septembre, une note d'orientation de la plateforme développant plus précisément cette organisation.
- La périodicité des rencontres de la plateforme sera ensuite au moins trimestrielle. Des thèmes fédérateurs seront proposés pour faciliter l'animation de la plateforme dont le centre de ressources en cours de construction constituera un support des activités. Des réunions spécifiques pourront être organisées en fonction des travaux des différents groupes thématiques identifiés et des opportunités et urgences de dialogue.

Le financement des activités de la plateforme est ouvert à tous les partenaires potentiels en fonction des activités à mener (réunions des membres, études et dialogue sur des thèmes spécifiques. En fonction des thématiques retenues, les partenaires potentiels seront approchés et les modalités de leur contribution dans l'animation de la plateforme seront fixées d'un commun accord.

e - Chronogramme indicatif

En attendant la stabilisation du dispositif opérationnel final qui doit se mettre en place à la rentrée prochaine sous l'égide du RIMRAP et d'un partenaire d'accompagnement, le calendrier suivant est proposé.

Activité	Deadline	Responsable
Elaboration TDR recrutement facilitateur	31 aout 2018	AT RIMRAP
Elaboration d'une note d'orientation de la plateforme	Octobre 2018	AT RIMRAP-Facilitateur extérieur
Lancement des premiers groupes de travail sur les thématiques retenues pour la plateforme, notamment <ul style="list-style-type: none"> - Hydraulique pastorale & agricole - Résilience agro-pastorale & halieutique 	Mi-décembre 2018	Facilitateur extérieur
Mise en place de groupes de référents (plus larges que les groupes de travail qui en sont tirés) sur la base des priorités retenues	Février 2019	Facilitateur extérieur
Poursuite de la création de nouveaux groupes (travail & référents) sur la base des priorités retenue	Dès février 2019	